

**Réponse de SRR à la consultation publique de l'ARCEP sur les « Projets d'annexes aux décisions d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz à La Réunion et dans les bandes 700 MHz et 900 MHz à Mayotte »**  
**Version confidentielle**

### *Préambule*

La présente consultation publique vise à définir « les conditions et modalités des procédures d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion et en bandes 700 MHz et 900 MHz à Mayotte susceptibles d'être proposées au ministre en charge des communications électroniques ».

SRR remercie l'Autorité pour cette démarche de transparence mais s'inquiète de certaines dispositions des projets d'annexes dont elle estime le contenu **hautement contestable** :

- S'agissant du calendrier

[SDA]

- S'agissant des enchères principales

La procédure d'enchères envisagée, **avec des enchères à un tour au second prix**, fera courir un très grand risque de comportement prédateur avec des résultats totalement aléatoires qui pourraient conduire à exclure un acteur du marché indépendamment de sa propension à dynamiser (ou pas) ce dernier.

SRR demande à l'ARCEP de mettre en place des enchères ascendantes à plusieurs tours qui non seulement peuvent être organisées à distance dans le respect strict des exigences de sécurité et qui en outre, de l'avis même de l'Autorité<sup>1</sup>, « contribuent à sécuriser l'ensemble des acteurs, petits et gros ».

- S'agissant des enchères de positionnement

Eu égard à leur caractère totalement aléatoire, SRR estime que la mise en place d'enchères à un tour au second prix serait **inadaptée voir pénalisante**.

SRR demande donc que l'ARCEP soit, au nom de l'intérêt général, en charge du positionnement des fréquences au terme d'une consultation des lauréats à l'instar du dispositif ayant été mis en place en 2016 lors des appels à candidature 4G, et ce en lieu et place de ladite procédure d'enchères envisagée.

- S'agissant de la qualification des candidats

Alors que les fréquences visées par la consultation vont revêtir un caractère vital pour le déploiement des réseaux 5G, **l'absence de critères contraignants sur la qualification des candidats est hautement critiquable**.

---

<sup>1</sup> Interview de Sébastien Soriano du 23 septembre 2020

L'ARCEP doit en effet s'assurer que les acteurs concernés disposeront de toutes les capacités techniques et financières pour honorer leurs engagements et se conformer strictement à leurs obligations.

L'ARCEP doit impérativement veiller à ce que les bandes visées, et particulièrement la bande 3,4-3,8 GHz, ne soient pas préemptées par des candidats qui n'utiliseraient pas leur spectre de manière effective (tel que constaté aujourd'hui par l'Autorité elle-même sur d'autres départements dominiens). Eu égard à la taille des territoires concernés et à leur intensité concurrentielle, la présence d'un 5ème acteur ne serait pas viable à long terme et ne permettrait pas de satisfaire les objectifs de la régulation de promotion des investissements et de l'innovation.

En conséquences, des critères tels que l'usage effectif du spectre préalablement attribué, la préexistence d'un réseau mobile et/ou la fourniture de garanties financières doivent impérativement être introduits pour les deux bandes de fréquences 700 MHz et 3,4-3,8 GHz.

- S'agissant du *spectrum caps* en bande 700 MHz

SRR est opposée à la mise en place d'un plafond en bandes basses à 30 MHz qui pénalise les opérateurs ayant massivement investi dans le déploiement des réseaux 4G, tenu leurs engagements et contribué significativement aux développements des usages numériques dans les DROM.

#### [SDA]

Enfin, SRR demande à l'ARCEP d'indiquer explicitement que le plafonnement s'appréciera hors fréquences brouillées en bandes 700/800/900 MHz.

- S'agissant de la taille des blocs en bande 3,4-3,8 GHz

L'ARCEP propose une segmentation de la bande par bloc de 20 MHz qui est pourtant incohérente avec les tailles de canalisation des technologies à même d'y être utilisées.

SRR demande qu'un découpage **par bloc de 10 MHz** soit opéré à l'identique de la métropole.

- S'agissant des accords de partage de réseau avec mutualisation de fréquences

La mutualisation de fréquences appliquée en zone dense ou semi dense étant de l'avis même de l'ARCEP et de l'Autorité de la concurrence (« ADLC »), contraire aux objectifs de la régulation, SRR rappelle qu'elle doit être strictement limitée aux zones les moins denses et respecter les plafonds en bandes basses.

SRR demande donc que l'ARCEP indique explicitement dans la décision d'attribution que les fréquences utilisées par les opérateurs dans le cadre d'un contrat de mutualisation existant seront intégrées dans l'appréciation des plafonds de fréquences et que ces plafonds s'imposeront aux accords de partage de réseau mobile à venir.

- S'agissant de la durée des autorisations

La durée de 15 ans des autorisations de fréquences 5G telle qu'envisagée par l'ARCEP ne constitue pas une durée appropriée pour l'amortissement des investissements réalisés par les opérateurs alors même

que le code des communications électroniques européen prévoit explicitement une durée d'autorisation pour « *favoriser l'innovation et des investissements efficaces, y compris en prévoyant une période appropriée pour l'amortissement des investissements* ».

Au demeurant, et dans un souci de régulation homogène en Europe, il convient de noter qu'en Allemagne, le régulateur national a attribué les fréquences 5G pour une période de vingt ans. Il en va de même en Autriche et en Espagne. Quant à l'Italie, les droits d'utilisations sont valables sur une période de dix-neuf ans. Il est important de souligner que les précédentes fréquences (3G et 4G) avaient été attribuées sur des durées de vingt ans. Rien ne justifie aujourd'hui d'attribuer les fréquences 5G pour une durée beaucoup plus courte alors que la 5G est une nouvelle technologie qui nécessite des investissements bien plus conséquents par rapport aux technologies précédentes.

Il résulte de ce qui précède **que la durée de l'autorisation doit donc être fixée à 20 ans.**

- S'agissant des obligations de déploiement en bande 700 MHz sur les zones pré-identifiées

[SDA]

Les commentaires détaillés de SRR sur les modalités et conditions d'attribution dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz inscrites dans le projet d'annexe figurent ci-après.

S'agissant de la bande 900 MHz à Mayotte, SRR étant l'opérateur à l'origine de la restitution des 2,4 MHz, elle ne formulera aucun commentaire sur les modalités et conditions d'attribution envisagées par l'ARCEP dans ce spectre.

\* \*

\*

## **Document 1 Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences (réponses communes pour La Réunion et Mayotte en bande 700 MHz)**

### **I.1 Fréquences concernées**

#### **I.1.2 Fréquences de la bande 3,4-3,8 GHz**

*« Concernant la bande 3,4 - 3,8 GHz, chaque lauréat se verra attribuer, dans les conditions décrites au document II, plusieurs blocs contigus des 19 blocs **de 20 MHz** suivants, utilisables en mode de duplexage temporel (mode TDD) ».*

SRR souhaite utiliser 80 MHz à 100 MHz dans la bande de fréquences 3,4-3,8 GHz pour son déploiement 5G à La Réunion **avec des blocs de 10 MHz soit 38 blocs et non 19 entre [3420-3800 MHz]**.

Aucun élément ne permet de justifier qu'une segmentation différente de la métropole soit retenue dans les DROM. Conformément en effet à la décision n°2019-1386 du 21 novembre 2019 relative aux modalités et conditions d'attribution de la bande 3,4-3,8 GHz en France métropolitaine, cette *« segmentation par bloc de 10 MHz est cohérente avec les tailles de canalisation des technologies les plus usuelles et pressenties pour être utilisées dans la bande et laisse la possibilité d'attribuer différentes quantités de fréquences aux acteurs ».*

En outre, l'ARCEP n'ayant pas exclu la partie la plus haute de cette bande de fréquences (3780 - 3800 MHz) de la procédure, SRR demande à ce que les stations du service fixe par satellite ne puissent plus, dès l'entrée en vigueur de l'AUF en bande 3,4-3,8 GHz, bénéficier d'autorisation dans la plage [3800-3840MHz]. A défaut, les limites de puissance auxquelles seraient soumis les opérateurs mobiles dans le bloc [3780-3800] pour protéger les émissions des stations fixes par satellite pourraient être préjudiciables au déploiement de la technologie 5G.

### **I.2 Conditions d'utilisation des fréquences**

#### **I.2.1 Durée et étendue géographiques des autorisations en bande 700MHz et 3,4-3,8 GHz**

*« La durée initiale pour chacune des autorisations est de 15 ans à compter de son entrée en vigueur ».*

SRR est opposée à la fixation d'une durée des autorisations de 15 ans qui n'est (i) ni conforme au code européen des communications électroniques, (ii) ni suffisante pour garantir la rentabilité des investissements consentis et ce d'autant que l'ARCEP prévoit un déploiement des sites isolés à la charge exclusive des opérateurs.

Pire, l'ARCEP prévoit la possibilité d'y introduire au terme d'un bilan des modifications qui seront *« établies de manière objective et proportionnée »* et pourront *« inclure de **nouvelles obligations** afin de permettre d'assurer les objectifs relatifs à l'aménagement du territoire, à une concurrence effective et loyale, au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité et à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences. »*

(i) s'agissant du cadre européen

En vertu de l'article 49 de la Directive sur la durée des droits, l'ARCEP doit veiller *« à ce que les droits d'utilisation individuels soient accordés pour une durée appropriée [...], en tenant dûment compte de la nécessité de garantir la concurrence ainsi que d'assurer, notamment, une utilisation efficace et*

*efficace du spectre radioélectrique et de favoriser l'innovation et des investissements efficaces, y compris en prévoyant une période appropriée pour l'amortissement des investissements. »*

Elle doit en outre garantir « *la **prévisibilité** de la régulation pour les titulaires des droits **sur une durée d'au moins vingt ans** en ce qui concerne les conditions d'investissement dans des infrastructures qui dépendent de l'utilisation de ce spectre radioélectrique* ».

Ainsi, conformément au cadre européen, SRR estime que la durée de son autorisation ne saurait être inférieure à **20 ans** et est défavorable pendant cette période à toute révision de ses obligations qui contreviendrait au principe de prévisibilité inscrit à l'article 49 de la Directive susvisée.

#### *(ii) s'agissant de la rentabilité des investissements*

Eu égard au niveau des investissements qui vont être consentis dans le déploiement de la 5G sur des marchés jusqu'à 30 fois plus petits que la métropole et alors même que la 4G n'est commercialisée que depuis 2016, une durée des autorisations de 15 ans apparaît trop courte pour garantir leur rentabilité.

Enfin, SRR souhaite rappeler que conformément à l'article 4 de la décision n°2016-1525 du 22 novembre 2016, son autorisation d'utilisation de fréquences en bande 800, 1800, 2100 et 2600 MHz lui a été délivrée pour une durée de 20 ans dont le terme arrivera donc en 2036 à une date concomitante avec celle des autorisations dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz.

Un tel planning dans lequel **les dates de renouvellement** seraient **concomitantes** pour l'ensemble des bandes est hautement contestable compte tenu des impacts financiers qu'il pourrait engendrer sur les acteurs en place.

### **I.2.2 Conditions techniques d'utilisation**

#### **b) Coexistence avec les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz**

*« Dans l'attente d'une éventuelle mesure réglementaire de l'Arcep [...] le titulaire, lors du déploiement de son réseau mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, est tenu, en complément des conditions techniques prévues par les décisions européennes et rappelées en partie I.2.2a), de prendre les mesures nécessaires pour respecter ces niveaux de puissances et ne pas causer de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz. »*

Décision Arcep ou affectataire	Lieu	3800 - 3840 MHz	3840 - 3880 MHz	3880 - 3920 MHz	3920 - 3960 MHz	3960 - 4000 MHz	4000 - 4040 MHz	4040 - 4080 MHz	4080 - 4120 MHz	4120 - 4160 MHz	4160 - 4200 MHz
Affectataire (Météo France)	S DENIS EUMET		x								
Affectataire (DGAC)	Aéroport St Denis Roland Garros				x						

Tableau 11 : Liste des stations du service fixe par satellite autorisées dans la bande 3800 - 4200 MHz à La Réunion

Comme déjà indiqué dans sa réponse à la consultation publique de décembre 2019 « *De nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à La Réunion et à Mayotte* », **SRR estime que les hypothèses et les conclusions du rapport du CCE de l'ANFR visés sont à la fois inadaptées à La Réunion et insuffisantes en l'état** pour déterminer si un déploiement de la technologie 5G dans la bande 3,4 - 3,8 GHz ne causerait pas de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du SFS dans la même bande.

Elle réitère donc sa demande qu'une étude ANFR spécifique soit menée sur les DROM pour déterminer quelles solutions seraient adaptées en l'espèce.

En effet, en raison notamment du relief plus marqué des territoires ultramarins, l'ensemble des hypothèses prises par l'ANFR pour analyser la situation en France métropolitaine ne peuvent pas être dupliquées en l'état.

En outre, tel qu'indiqué au I.1.2, SRR demande à ce qu'il n'y ait plus d'autorisation dans la plage [3800-3840 MHz] qui soit délivrée aux stations du service fixe par satellite afin que les opérateurs mobiles attributaires de fréquences dans la plage [3780-3800] ne soient pas pénalisés dans le déploiement de la technologie 5G.

[SDA]

#### d) Coordination aux frontières

Si les opérateurs sont effectivement tenus de respecter les accords aux frontières, SRR ne peut qu'appeler l'Autorité à inclure dans les annexes aux décisions d'attribution des dispositions permettant de prendre en compte les situations de brouillage aux frontières subis en Outre-mer dans lesquelles lesdits accords seraient inexistantes. SRR demande ainsi à l'ARCEP d'indiquer expressément que les fréquences brouillées ne doivent pas être intégrées dans l'appréciation des plafonds de fréquences en bandes basses.

SRR réitère en outre sa demande de lancement d'une étude permettant d'examiner les éventuels risques de brouillage avec les Comores qui pourraient perturber le déploiement de la bande 700 MHz sur ce territoire.

### I.2.3 Disponibilité et exploitabilité des fréquences

*« Les fréquences de la bande 700 MHz sont disponibles dès l'entrée en vigueur des autorisations attribuées à l'issue de la présente procédure. »*

S'agissant de Mayotte, SRR estime qu'un lancement **de la 5G dans la seule bande 700 MHz** risque non seulement de provoquer un effet déceptif pour les abonnés qui ne verront pas de rupture entre la 4G et la 5G mais également d'alourdir le coût de déploiement des opérateurs qui seront contraints de procéder à un déploiement ultérieur dans la bande 3,4-3,8 GHz.

SRR demande à l'ARCEP de reporter la procédure d'appel à candidature en bande 700MHz à la date de libération de la bande 3,4-3,8GHz de telle sorte que les attributions en bandes basses et hautes soient concomitantes.

### I.2.5 Cession d'autorisation et mise à disposition de fréquences

### I.2.7 Conditions de cumul de fréquences

SRR souhaite que la prise en compte, dans le cumul de spectre, des fréquences mutualisées au travers d'accords de partage de réseau soit **explicitement** indiquée dans les annexes aux décisions d'attribution des bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz.

En outre, SRR relève que la notion d'« *influence déterminante* » permettant d'apprécier le pouvoir d'une entreprise utilisatrice de fréquences sur d'autres entreprises également utilisatrices de fréquences n'est

pas clairement définie. [SDA], il apparaît nécessaire d'indiquer **explicitement** quels sont les critères d'appréciation de ce pouvoir.

### I.2.8 Possible usage secondaire des fréquences

L'ARCEP, dans la présente procédure, prévoit que les droits d'utilisation de fréquences 5G n'empêchent pas l'autorisation d'autres acteurs pour une utilisation secondaire de la bande de fréquences objet de la présente procédure.

SRR ré-exprime les mêmes interrogations que celles soulevées dans sa réponse à la consultation de décembre 2019 et **auxquelles le projet de décision ne répond pas**, à savoir la catégorie d'acteurs tiers visés et les modalités de mise à disposition des fréquences. Cette attribution secondaire du spectre risque de conduire à remettre en cause l'exploitabilité des fréquences 5G et à s'interroger sur la finalité de cette mesure.

Ainsi, en l'absence de visibilité sur le mécanisme envisagé dont les modalités sont renvoyées à une consultation ultérieure, **SRR est opposée à la mise en place d'un dispositif autorisant un usage secondaire** des fréquences attribuées. Elle considère que l'existence d'un tel usage serait contraire à son droit à une occupation paisible et qu'il pourrait être source de brouillages hautement préjudiciables.

En tout état de cause, les autorisations d'occupation du domaine public seraient privées de toute portée utile si les opérateurs 5 G ne pouvaient plus émettre, en raison des phénomènes de brouillage dus à une utilisation secondaire de la bande de fréquences, alors même qu'ils auraient acquitté une importante redevance pour l'usage de cette autorisation.

Dans ces conditions, le fait de ne pas être attributaire exclusif du spectre constitue pour SRR une moins-value importante avec les risques de brouillage comportant des coûts et des délais de recherche et d'identification. Cette circonstance de fait risque de conduire à ce que des acteurs se passent des services 5G alors même que SRR aurait pu les fournir avec lesdites fréquences 5G.

Elle rappelle enfin qu'une multiplication d'acteurs sur des petits territoires pourrait également être source de **distorsion concurrentielle** dans l'hypothèse où lesdits acteurs ne seraient pas soumis aux mêmes obligations que celles inscrites dans les cahiers des charges des opérateurs.

### I.4 Obligations et engagements relatifs à l'aménagement du territoire

SRR regrette que les dispositions prévues en matière de couverture des territoires aient été définies en faisant fi des contraintes détaillées dans sa réponse à la consultation de décembre 2019.

#### I.4.1 Obligations de couverture en bande 700MHz des zones pré-identifiées

##### a) obligations de couverture de zone pré-identifiées

- Délais de mise en service et niveau de couverture

[SDA]

- Partage de réseaux

[SDA]

- Obligation de financement



[SDA]

**b) obligation de déploiement sur des emplacements mis à disposition**

- Déploiement et délais de mise en œuvre

[SDA]

- Partage de réseau

[SDA]

**e) engagement lié à la transparence concernant les déploiements prévisionnels**

[SDA]

**f) engagement lié à la transparence concernant les pannes**

[SDA]

**I.5 Obligations et engagements relatifs au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité****I.5.1 engagement relatif à la couverture à la demande à l'intérieur des bâtiments applicables aux lauréats des fréquences de la bande 700MHz**

[SDA]

**I.5.2 Obligation de support d'IPv6.**

[SDA]

**I.6 Partage de réseaux mobiles**

En préambule, SRR souhaite rappeler que les dispositions relatives au partage de réseau ne peuvent être envisagées que si :

- Elles n'altèrent pas la concurrence par les infrastructures<sup>2</sup> ;
- Elles ne concernent que des équipements passifs ;
- Et qu'elles respectent le cadre réglementaire.

Ainsi, **SRR estime qu'un partage de fréquences sur la totalité des départements ne respecte pas les objectifs fixés par la régulation.**

En effet, conformément au 3.2.3 des lignes directrices de l'ARCEP de mai 2016 sur le partage de réseaux mobiles, *« la mutualisation de fréquences [...] fait obstacle à la réalisation des objectifs d'investissement, d'innovation et de concurrence effective, dès lors qu'elle réduit davantage la capacité des parties à se différencier entre elles, notamment par le spectre. »* Ainsi elle doit *« donc faire l'objet d'une attention particulière, afin notamment :*

---

<sup>2</sup> Extrait lignes directrices ARCEP de mai 2016 sur le partage *« le propre des opérateurs de réseaux, qui disposent de droits exclusifs d'utilisation de fréquences qui constituent des ressources rares et donc disponibles en nombre restreint, est d'investir et de déployer des infrastructures de boucle locale radio et de s'appuyer sur l'utilisation de fréquences dont ils sont titulaires pour exercer leur activité sur le marché ».*



- *de les cantonner aux zones les moins denses, notamment parce que dans les zones plus denses, les bandes hautes ou médianes, disponibles en quantité plus importante, sont pleinement utilisables et permettent déjà d'apporter des débits élevés ;*

- *de tenir compte de la structure du marché et des ressources spectrales de chacun ».*

**Une mutualisation de fréquences appliquée en zone dense ou semi dense serait de l'avis même de l'ARCEP et de l'ADLC, contraires aux objectifs de la régulation.**

En effet, tel qu'indiqué par l'avis de l'ARCEP n°2012-1267 du 20 décembre 2012 relatif aux conditions de mutualisation et d'itinérance sur les réseaux mobiles :

*« s'agissant des zones les moins denses, des schémas de mutualisation au sein de la zone de déploiement prioritaire entre les acteurs situés dans les 20 MHz les plus en bas de la bande 800 MHz (SFR et Bouygues Telecom en l'occurrence) font l'objet d'obligations (reprises dans les autorisations des titulaires de fréquences à 800 MHz) motivées par des objectifs d'intérêt général d'aménagement du territoire [...] » mais « c'est bien au cas par cas, [...] que doit être analysée une mutualisation des réseaux et des fréquences dans les zones denses, en prenant en compte l'ensemble des aspects économiques, techniques et financiers et la situation du marché. A cet égard, un accord de mutualisation entre opérateurs de l'ensemble de leurs fréquences conduit en pratique au rapprochement de leurs réseaux en un réseau mutualisé. Ce rapprochement est moins approfondi que la fusion complète entre deux opérateurs, mais son impact doit néanmoins être examiné sur le plan concurrentiel avec les critères d'analyse résultant de l'application des articles L.420-1 et L.420-2 du code du commerce. »*

En outre, l'ADLC émet également de très fortes réserves sur le partage de fréquences en « zones semi denses » ou « zones denses ou très denses ». Dans son avis n°13-A-08, elle indique ainsi que « les gains d'efficacité additionnels permis par un tel accord, comparativement aux gains engendrés par des solutions moins restrictives, comme le RAN sharing par exemple ne paraissent pas pouvoir contrebalancer les restrictions sévères liées à la nature, l'ampleur et la fréquence des informations échangées mais aussi à l'interdépendance très forte qui se crée entre les deux partenaires. »

## **I.6.2 Cadre général du partage de réseaux**

SRR conteste la rédaction du paragraphe renvoyant à l'article L.34-8-6 du CPCE qui ne portent que (et non pas *notamment*<sup>3</sup>) sur les obligations d'accès dans les zones de montagne :

*« Le titulaire est soumis [...] **conformément** à l'article L. 34-8-6 du CPCE, **notamment** dans les zones de montagne, à des obligations relatives à l'accès aux infrastructures physiques d'une installation radioélectrique, à son alimentation en énergie et au lien de transmission utilisé pour raccorder cette installation. »*

[SDA]

[SDA]

Ainsi, SRR souhaite que la décision indique que sur La Réunion seuls, les sites potentiellement situés en zones de montagne (totalement ou partiellement) peuvent faire l'objet d'un partage dans les termes définis par l'article L.34-8-6.

<sup>3</sup> Sans préjudice des dispositions sur le L34-8-2-1 sur les gestionnaires d'infrastructure d'accueil.



## **I.7 Bilan relatifs aux autorisations attribuées dans la bande 700 MHz à l'issue de la présente procédure**

### **I.7.1 Utilisation effective des fréquences et bilan des besoins en ressource**

Force est de constater que les obligations prévues dans les AUF ne sont pas respectées par l'ensemble des opérateurs sur certains DROM et que cette situation est source d'inefficacité dans l'usage du spectre et de distorsion concurrentielle.

SRR réitère donc sa demande d'introduire dans les futures AUF en bande 700 MHz et 3,4-3,8 GHz aux échéances fixées par l'ARCEP à 2025, 2030 et 2035 des **mesures coercitives préétablies** en cas de non-respect du cahier des charges à ces dates.

### **I.7.2 Bilan de la mise en œuvre et des besoins**

Voir commentaires au I.2.8.

De plus, SRR souhaite rappeler **qu'elle est totalement opposée au principe d'une révision des futures autorisations 5G pendant la durée de celles-ci**. En effet, au regard du montant des investissements qui vont être engagés et alors que cette autorisation d'utilisation des fréquences 5G est un acte créateur de droit, elle doit disposer ex-ante de toute la prévisibilité qui s'impose en terme de contenu des obligations qui seront fixées dans les AUF.

## Document II Modalités des procédures d'attribution de fréquences (réponses communes pour La Réunion et Mayotte sur la bande 700 MHz)

### II.1 Déroulement des procédures d'attribution

#### II.1.1 Remarques liminaires

« En particulier, durant les présentes procédures, de l'élaboration par les candidats de leur dossier de candidature à la publication des résultats de la phase d'enchères de positionnement, les candidats sont tenus, en application de l'article L. 420-1 du code de commerce, **de ne pas échanger entre eux** au sujet des présentes procédures. »

SRR souhaite une nouvelle fois alerter l'Autorité sur les risques inhérents au contrat de mutualisation de fréquences en matière notamment d'échange d'informations et demande à ce que des règles **contraignantes et vérifiables** de strict cantonnement soient inscrites dans les appels à candidature.

#### II.1.2 Calendrier

[SDA]

### II.2 Instruction des dossiers de candidature

#### II.2.2 Phase de qualification

##### a) motifs de refus mentionnés à l'article L.42-1 du CPCE

Le non-respect des obligations prévues dans les AUF en vigueur étant considéré comme source d'inefficacité dans l'usage du spectre et de distorsion concurrentielle, SRR demande que le **non usage effectif du spectre attribué** soit explicitement intégré dans l'instruction des dossiers et qu'il puisse constituer un motif de non recevabilité des candidatures concernées.

Par ailleurs, sur des territoires de taille restreinte dans lesquels opèrent déjà 4 acteurs, SRR estime qu'il est inadmissible que le projet ne prévoie **aucun critère contraignant** sur la qualification des candidats tant dans la bande 700 MHz que dans la bande 3,4-3,8 GHz.

Le risque de préemption d'une partie du spectre par un 5ème acteur étant non nul, SRR demande à ce que les candidats puissent justifier d'un réseau mobile préexistant<sup>4</sup> et inclure dans leur dossier des éléments attestant de leur capacité financière à honorer le paiement des enchères avec la production d'une garantie à première demande ou d'un cautionnement bancaire.

##### b) situation de contrôle sur un autre candidat

SRR renvoie à son commentaire au I.2.7.

### II.3 Phase d'attribution de 5MHz en bande 700MHz

« Les candidats souhaitant obtenir un bloc de 5 MHz duplex en bande 700 MHz au titre de la phase décrite dans la présente partie indiquent dans leur dossier de candidatures s'ils souscrivent aux quatre engagements décrits aux parties I.4.1d), I.4.1e), I.4.1f) et I.5.1 du document I afin d'obtenir un

<sup>4</sup> Voir décision ARCEP 19-1386 II.2.2.a)

*bloc de 5 MHz duplex en bande 700 MHz. La souscription à ces engagements dans leur dossier de candidature est irrévocable. »*

SRR renvoie à ses commentaires au I.4.1 sur les engagements.

## II.4 Phase d'enchère principale

### II.4.1 Plafonnement des bandes

*« Dans le cadre de la présente procédure d'attribution de la bande 700 MHz, un candidat ne peut pas formuler une offre **qui le conduirait à être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile une quantité de fréquences supérieure à 30 MHz duplex en bandes basses**. En conséquence, un candidat ne peut pas demander une quantité de fréquences en bande 700 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences que le candidat est autorisé à utiliser à la date  $T_a$  en bandes 800 MHz et 900 MHz, l'amènerait à dépasser 30 MHz duplex. »*

**Comme déjà indiqué dans sa réponse à la consultation de décembre 2019, SRR considère que la concurrence à La Réunion et à Mayotte ne peut être stimulée par la mise en place de dispositions limitant les quantités de fréquences en bandes basses entre opérateurs.**

[SDA]

Ainsi, les dispositions qui ont prévalu en métropole en matière de limitation des bandes basses ne peuvent trouver à s'appliquer dans les DROM. L'ARCEP doit prendre en compte dans son analyse non pas uniquement les quantités de spectre attribués mais aussi et surtout :

- la qualité et l'usage effectifs des fréquences ;
- les parts de marché des différents acteurs ;
- et leur capacité à animer le marché.

[SDA]

### II.4.2 Quantité minimale de fréquences en bande 3,4-3,8 GHz

SRR considère que le plancher de 40 MHz est trop faible et demande qu'il soit fixé à 50 MHz à l'identique de la métropole.

### II.4.3 Nombre de blocs maximal souhaités dans la bande 3,4-3,8 GHz

Voir commentaire au I.1.2 sur la taille des blocs à 10 MHz et non 20 MHz.

### II.4.4 Principes des enchères principales pour les procédures d'attribution en bande 700 MHz et 3,4-3,8 GHz

*« Chacune des enchères principales se déroulent selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé »*

SRR s'étonne qu'un tel mécanisme **d'enchères à un tour** ait été retenu bien que totalement absent de la consultation publique de décembre 2019. **SRR n'y est absolument pas favorable.**

En effet, alors que ces fréquences vont être au cœur du déploiement des services 5G, SRR considère inadmissible qu'une telle mécanique d'allocation **basée sur une unique proposition** de la part des opérateurs **et aux résultats totalement aléatoires** soit mise en place.

Ainsi, tel qu'indiqué par le rapport de la GSMA 2019<sup>5</sup>, « *ce type d'enchères ne donne aux candidats qu'une chance de proposer une offre pour la/les licence(s) qui les intéresse(nt), les mises sont alors évaluées et le gagnant est choisi. [...] Les candidats n'ont pas l'avantage de connaître les mises des autres, ils misent donc essentiellement à l'aveugle. Ceci peut avoir des conséquences involontaires et indésirables* ».

A contrario, « *les enchères à plusieurs tours ont l'avantage de permettre la détermination des prix et l'expression des préférences des candidats pour des compléments et/ou des substituts. Ces approches à plusieurs tours doivent être conçues avec précaution, incluant des règles d'activité qui conduisent à un résultat équitable et évitent de « sniper » les enchères. Les mises devraient être engageantes mais il faudrait laisser une possibilité de retrait limité pour répondre aux problèmes d'exposition. Une trop grande flexibilité peut mener à des enchères trop longues et ouvrir la voie à des mises anticoncurrentielles superficielles, les règles doivent donc être établies avec précaution.* »

SRR demande donc à ce que les enchères principales se déroulent sur la base d'**enchères ascendantes à plusieurs tours** et non d'enchères à un tour.

A noter en outre que ces enchères ascendantes ne présentent aucune difficulté particulière en terme d'organisation pour La Réunion et Mayotte dans la mesure où des accès sécurisés distants peuvent être ouverts à l'identique de ce qui a été fait en métropole et ne nécessitent donc pas une présence physique dans les locaux de l'ARCEP.

A noter enfin que ces enchères **ascendantes à plusieurs tours ne constituent pas une prime « au plus gros »** : comme indiqué par Sébastien Soriano<sup>6</sup>, « *l'ARCEP est très vigilante à ce que la concurrence soit très active sur le marché des télécoms [...] ce que nous avons fait c'est que chaque opérateur ait sécurisé 50 MHz [...] et ensuite peut prendre 60 jusqu'à 100MHz. Le jeu est ouvert, il y a un filet de sécurité. C'est l'équilibre que nous avons trouvé entre sécuriser tout le monde y compris les plus petits opérateurs mais permettre à ceux qui ont le plus d'appétit d'aller plus loin [...] on a donné ses chances à chacun* ». Aucun élément ne permet d'affirmer qu'un tel dispositif serait inefficace à La Réunion et à Mayotte.

## II.5 enchères de positionnement

Pour les mêmes raisons que celles développées au II.4.4, SRR est opposée à la mise en place d'un mécanisme d'enchères à un tour au second prix car les considère inadaptées voir pénalisantes. SRR demande donc à l'ARCEP de supprimer lesdites enchères et que l'Autorité soit, au nom de l'intérêt général et après consultation des candidats, en charge du positionnement des fréquences.

\*                      \*

\*

<sup>5</sup> Bonnes pratiques des enchères – mai 2019

<sup>6</sup> Interview du 23 septembre 2020